

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 22 juillet 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°427 ■

PRÉSIDENTIELLE
**Un grand champion
apporte son soutien
au président
Tebboune**

P 16

VACANCES D'ÉTÉ 2024

Des moments de détente trop chers

En ce mois de juillet, beaucoup de familles, n'ont toujours pas fixé leurs lieux de détente. Partagés entre des arnaques toujours aux aguets, et la cherté des places disponibles, quels choix pour les algériens ? La multiplicité des domaines de dépenses et la succession des occasions religieuses ainsi que la cherté de la vie ont limité les chances de planifier des vacances d'été pour de nombreuses familles algériennes qui souffrent d'un faible pouvoir d'achat, des prix élevés et de problèmes financiers. P 3



COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAINE

Les hydrocarbures en force



Elizabeth Moore Aubin, ambassadrice des États-Unis en Algérie depuis février 2022, a joué un rôle crucial dans le renforcement des relations bilatérales entre les deux nations. Dans une récente interview, elle a souligné les avancées significatives réalisées au cours de son mandat

P 3

PIC DE CONSOMMATION ET DÉLESTAGE ÉLECTRIQUES

L'Algérie offre un modèle de bonne gouvernance énergétique

En matière d'approvisionnement en énergie électrique durant l'été et les périodes de fortes chaleurs, la situation dans plusieurs pays arabes révèle des défis majeurs, marqués par des crises énergétiques sévères. La Syrie, l'Irak et le Liban peinent à répondre à la demande croissante, exacerbée par des décennies de conflits et de mauvaise gestion gouvernementale.

P 5

DGSN

Nécessité de fournir davantage d'efforts pour lutter contre l'émigration clandestine et le trafic de drogue

Le Directeur Général de la Sûreté Nationale (DGSN) Ali Badaoui a insisté, samedi à Oran, sur la nécessité de fournir davantage d'efforts et de coopération avec les différentes parties, notamment le secteur de la justice, pour lutter contre le phénomène de l'émigration clandestine et le trafic de drogue, à leur tête les psychotropes.

P 4

ÉDUCATION NATIONALE

Belaabed
évalue les résultats
du Bac et du BE P 2

AIN DEFLA

Un programme de plus
de 5.400 logements en cours
de réalisation P 3

PROGRAMME ESTIVAL

Algérie Ferries annonce
de nouvelles traversées
vers l'Espagne P 4

ACCIDENTS DE LA ROUTE
5 morts et 238 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 238 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant ces dernières 24 heures à travers le pays, indique dimanche un communiqué de la Protection civile.

Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages fait état de la mort de deux personnes par noyade en mer dans les wilayas de Chlef et de Mostaganem, précisant qu'il s'agit respectivement d'un jeune homme de 22 ans, noyé dans une zone rocheuse interdite à la baignade à Ténès et d'un autre jeune homme du même âge, au niveau d'une plage interdite à la baignade à Achacha.

Le même dispositif a effectué, durant la même période, 1190 interventions pour le sauvetage de 849 personnes de noyade, dont 239 ont été prises en charge sur place et 101 autres ont été évacuées vers les hôpitaux. Le bilan de la Protection civile déplore en outre la mort de 3 personnes par noyade dans les réserves d'eau à Sétif où 2 enfants âgés de 12 et 14 ans sont noyés dans un barrage d'eau et à Tébessa où un jeune homme de 25 ans est également mort par noyade dans une retenue collinaire.

La Protection civile qui a procédé durant la même période à l'extinction de 7 incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger (2 incendies), Tizi Ouzou (1), Oran (1), Bordj Bou Arreridj (1), Relizane (1) et In Salah (1), déplore cependant le décès d'une personne, carbonisée dans un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'un appartement à Draria (Alger).

EN 24 HEURES
Cinq personnes mortes par noyade

Cinq personnes ont trouvé la mort par noyade en 24 heures, selon le bilan des interventions de la protection civile à travers le pays. Selon les mêmes services, le nombre total d'interventions au cours de la même période s'est élevé à 4.264, à raison d'une intervention toutes les 20 secondes.

Concernant les accidents de la circulation, les services de la protection civile ont enregistré 232 interventions, 238 blessés et 05 morts.

Quant aux noyades, les services de la protection Civile ont enregistré 1190 interventions, grâce auxquelles 849 personnes ont été sauvées, tandis que 05 décès ont été enregistrés.

ÉDUCATION NATIONALE

Belaabed évalue les résultats du Bac et du BE

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a présidé une visioconférence avec les cadres de l'administration centrale et des directeurs de l'éducation, sur l'évaluation des résultats des examens de fin de cycles moyen et secondaire (BEM et Bac), et des opérations de clôture de l'année académique 2023/2024.

Le ministre a apprécié les taux de réussite atteints et le bon niveau de l'évaluation continue de la cinquième année de l'enseignement primaire. « Ces résultats sont le fruit de la stabilité que le secteur a connue, de l'engagement, du professionnalisme et du dévouement continu de tous les membres de la communauté éducative, chacun dans son domaine. Cela a contribué à

créer les conditions de la réussite pour nos élèves, en plus du soutien, de l'accompagnement, du suivi et de l'attention que l'État, sous la direction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accordé à l'école » a soutenu le ministre, selon un communiqué de presse rendu public par son département.

Un exposé a été fait sur l'avancement de la

scolarisation, la mutation des employés, les actions de soutien scolaire, ainsi que la distribution des manuels scolaires et la rénovation des établissements éducatifs.

Pour conclure, le ministre a insisté sur l'importance primordiale à accorder aux réunions des commissions de recours prévues les 21 et 22 juillet, afin de statuer sur les cas soumis par les élèves et leurs parents.

JO-2024/ALGÉRIE

Arrivée du premier contingent de la délégation sportive à Paris

Le premier contingent de la délégation sportive algérienne est arrivé samedi après-midi à Paris (France) pour prendre part aux Jeux olympiques 2024 (26 juillet-11 août), a-t-on appris dimanche auprès du Comité olympique et sportif algérien (COA).

Le premier groupe ayant rejoint le village olympique est composé des trois boxeuses Romaïssa Boualem, Hadjila Khelif et Imane Khelif, de la rameuse Nihad Benchadli (Skiff poids lourds/Aviron), de Caroll Bouzidi (canoë-kayak), de Koceila et Tantina Maameri (badminton), Lynda

Loghraïbi (tennis de table) et Jaouad Syoud (natation).

Le deuxième groupe de la délégation comprenait les entraîneurs de tennis de table, Mekran Boukerman et Hussein Rabii ainsi que Halim Djitli, entraîneur de badminton et des membres de l'équipe médicale et des ad-

ministrateurs.

Se trouvant en stage à l'étranger, les autres athlètes algériens qualifiés aux JO 2024, rejoindront directement le village olympique à Paris.

L'Algérie participera aux JO 2024 avec 46 athlètes dans 15 disciplines sportives.

AADL

Vente de locaux commerciaux dans quatre wilayas

L'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL), a annoncé la vente aux enchères de centaines de locaux commerciaux dans plusieurs wilayas. Selon le communiqué de l'agence, la vente concerne les wilayas suivantes :

02 locaux à usage commercial au niveau de la citée 5000/1137 logements AADL, citée 19, Sidi Abdallah, wilaya d'Alger.

120 locaux à usage commercial dans la citée 1200 logements, citée 18, Sidi Abdallah, Alger.

120 locaux à usage commercial et service (88 commerciaux et 32 services) dans la citée 1500/1150 logements AADL, Sidi Hammad Muftah, wilaya Blida.

811 locaux à usage commercial au niveau de la citée 5000 logements AADL de Sidi Sarahan, wilaya de Blida.

76 locaux à usage commercial dans la citée 500 logements AADL Djendel, wilaya d'Ain Defla.

103 locaux à usage commercial et de service (76 commerciaux, 27 de service) dans la citée

1000 logements, wilaya d'Ain Defla. 20 locaux commerciaux au niveau de la citée 1250 logements AADL, Khemis Miliana, wilaya d'Ain Defla.

115 locaux commerciaux au niveau de la citée 700 500 logements AADL à Sidi Ammar, wilaya de Médéa.

40 locaux à usage commercial et de service (19 commerciaux et 21 services) dans la citée 1300 logements AADL, Ain El Djarda, dans la wilaya de Médéa.

OLYMPIADES INTERNATIONALES DES MATHÉMATIQUES

L'Algérie réalise des résultats honorables

L'Algérie a réalisé des résultats honorables lors de sa participation aux 65e Olympiades internationales des Mathématiques organisées en Grande-Bretagne, grâce à la médaille d'or décrochée par l'élève Derrache Chamseddine Abdelali, a indiqué samedi le ministère de l'Education nationale dans un communiqué.

"L'Algérie a réalisé des résultats très honorables lors des 65e Olympiades internationales des Mathématiques organisées dans la ville de Bath en Grande-Bretagne entre le 11 et le 22 juillet 2024 et qui a connu la participation de délégation de 108 pays", s'est félicité le ministère.

L'Algérie a décroché "pour la première fois depuis son adhésion à cette prestigieuse compétition internationale une médaille d'or obtenue par l'élève, faisant de l'Algérie la seule nation arabe et africaine à avoir décroché une médaille d'or lors de cette édition, alors que les autres membres de l'équipe ont eu droit à des attestations honorifiques", précise la même source.

Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait félicité, plutôt dans la journée, l'élève Derrache Chamseddine Abdelali pour sa distinction en écrivant son compte officiel sur les réseaux sociaux : "Derrache Chamseddine

Abdelali... Un autre bourgeon qui vient d'éclore sur le sentier de la jeunesse algérienne montante... Il décroche son baccalauréat avec mention +Excellent+ cette année et offre à l'Algérie, pour la toute première fois, une médaille d'or aux Olympiades des mathématiques qui se sont déroulées en Grande-Bretagne".

"Tu fais partie de la trempe d'enfants dont l'Algérie peut s'enorgueillir... Merci à toi Chamseddine et à tes parents, pour cet honneur immense et historique que tu as offert à ta patrie", a ajouté le président de la République.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

VACANCES D'ÉTÉ 2024

Des moments de détente trop chers

En ce mois de juillet, beaucoup de familles, n'ont toujours pas fixé leurs lieux de détente. Partagés entre des arnaques toujours aux aguets, et la cherté des places disponibles, quels choix pour les algériens ? La multiplicité des domaines de dépenses et la succession des occasions religieuses ainsi que la cherté de la vie ont limité les chances de planifier des vacances d'été pour de nombreuses familles algériennes qui souffrent d'un faible pouvoir d'achat, des prix élevés et de problèmes financiers.



Par Réda Hadi

De nombreux Algériens se plaignent des prix exorbitants de l'hébergement dans les hôtels et les complexes touristiques, qui proposent des tarifs très élevés qui dépassent leur moyenne, surtout si d'autres services sont inclus, tels que la restauration et la participation à des soirées artistiques. Au niveau des campings dits familiaux, les prix aussi restent élevés, avec des prestations tout aussi médiocres. Alors reste la plage pour la journée. Là aussi, le tableau n'est pas plus reluisant, car il faut être en constante fonction de décaisser. Dès le parking, et jusqu'à la moindre glace, le portefeuille reste ouvert. Et c'est sans compter la location de transats ou parasols. Sur la plage, les meilleurs en-

droits sont déjà occupés par des concessionnaires (?) qui vous obligent à partir plus loin.

Que faire alors ?

Si pour les plus chanceux passer du temps en famille rime avec voyages à l'étranger, les autres se contentent de quelques journées à la plage. Mais même cette évasion n'est pas accessible à tout le monde. Malheureusement, le coût d'une journée à la plage devient un luxe pour les bourses moyennes. En effet, un paramètre revient chaque année : la flambée des prix. Inévitablement, et principalement dans les zones les plus touristiques, les vacanciers ont la désagréable surprise de voir les tarifs augmenter : alimentaire ou locations saisonnières, la facture est plus salée en

période de vacances d'été. Ainsi, la demande sur certains produits alimentaires augmente durant l'été dans les villes côtières qui sont submergées de vacanciers, ce qui crée un surenchérissement sans commune mesure des prix des produits de large consommation. Par exemple, la bouteille d'eau minérale de 1,5 litre coûte 100 DA en période estivale, alors que normalement son prix n'excède pas les 40 DA. Idem pour le pain et la restauration dans son ensemble. A chaque saison de grande consommation, les prix flambent et mettent à rude épreuve les ménages à revenus faibles ou moyens. Le citoyen courbe l'échine devant la loi implacable de l'offre et de la demande. Si cette situation est préjudiciable à plus d'un titre pour les familles, les commerçants, eux, nagent dans le bonheur.

COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAIN

Les hydrocarbures en force

Elizabeth Moore Aubin, ambassadrice des États-Unis en Algérie depuis février 2022, a joué un rôle crucial dans le renforcement des relations bilatérales entre les deux nations. Dans une récente interview, elle a souligné les avancées significatives réalisées au cours de son mandat pour élever les relations algéro-américaines à un niveau sans précédent. Elle a mis en avant l'importance des partenariats économiques établis et renforcés, ainsi que des dialogues stratégiques réguliers sur les événements mondiaux et régionaux. Par Mourad A. Sous sa direction, des initiatives clés ont été lancées pour promouvoir l'apprentissage de l'anglais en Algérie et

pour mettre en œuvre divers programmes de coopération. Ces efforts ont contribué à approfondir et élargir la collaboration entre les deux pays, facilitant des échanges de haut niveau entre les dirigeants, tels que ceux entre le président Biden et le président Tebboune lors du sommet du Groupe des Sept à Bari en Italie, marquant ainsi une rencontre historique depuis 2006. Les relations économiques entre l'Algérie et les États-Unis ont été dynamiques, influencées par des facteurs politiques et économiques variés. Le commerce bilatéral a connu des fluctuations, avec un accent sur les exportations algériennes de produits pétroliers vers les États-Unis et les importations algériennes de machines, équi-

pements et produits agricoles américains. Les investissements directs américains, concentrés principalement dans le secteur du pétrole et du gaz, ont récemment été renforcés par des accords stratégiques avec des géants mondiaux comme Chevron, ExxonMobil et Occidental. Ces partenariats visent à développer de nouveaux gisements d'hydrocarbures en Algérie, augmentant ainsi la production nationale et consolidant la position de l'Algérie en tant qu'acteur clé sur le marché mondial de l'énergie. L'accord historique entre Sonatrach et ExxonMobil, par exemple, cible le développement technologique et opérationnel des bassins d'Ahnet et du Gourara, tout en promouvant des pra-

tiques durables et innovantes. Ces avancées sont cruciales pour l'Algérie, qui cherche à diversifier son économie et à stimuler l'investissement à travers des partenariats stratégiques avec des entreprises internationales de premier plan. En résumé, le mandat de l'ambassadrice Elizabeth Moore Aubin a été marqué par des progrès significatifs dans les relations politiques, économiques et culturelles entre l'Algérie et les États-Unis. Son engagement à renforcer la coopération bilatérale laisse un héritage durable de collaboration mutuellement bénéfique, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités de croissance et de développement pour les deux nations.

AIN DEFLA

Un programme de plus de 5.400 logements en cours de réalisation

Un programme de plus de 5.400 logements toutes formules confondues est en cours de réalisation à travers plusieurs communes de la wilaya d'Ain Defla, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale du logement.

Le chef de service du logement public locatif à la direction du logement, Ahmed Yamani a indiqué à l'APS, que le programme de l'habitat qui est en cours de réalisation au niveau de la wilaya est estimé à 5.425 logements de différentes formules, ajoutant que le taux d'avancement des travaux est "appréciable" pour la majorité des projets. Pas moins de 1.680 unités de logements public locatif (LPL), 1.970 logements promotionnels aidés (LPA) et 775 logements de l'Agence de développement et de l'amélioration du logement (AADL), sont en cours de concrétisation, a-t-il précisé. A cela s'ajoute le programme de 1.000 aide à l'habitat rural qui a été lancé à travers la wilaya, a fait savoir M. Yamani, soulignant aussi qu'un quota de 730 logements promotionnels aidés (LPA) est en cours de lancement. Les autorités de wilaya ont réussi le pari de lancer durant l'année 2023 l'ensemble du programme de 1.500 logements publics locatif, lequel a été inscrit dans la même année, a-t-il souligné. Notons que près de 3.000 logements, toutes formules confondues, ont été attribués à Ain Defla à l'occasion de la célébration du 62e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

De nouvelles spécialités au profit des bacheliers

Le Directeur général de l'enseignement et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Ali Choukri, a révélé de nombreuses filières ouvertes pour l'année académique 2024-2025.

Il a indiqué que les centre de l'enseignement des sciences médicales avaient été renforcés, passant ainsi de 14 à 21 annexes, affiliées pédagogiquement aux facultés de médecine situées au niveau national.

Ali Choukri, a ajouté que des formations en médecine dentaire ont été ouvertes dans les wilayas de Laghouat et de Ghardaïa, outre l'ouverture de centres de formation dans les universités de Mascara et Médéa

En outre, le réseau des écoles supérieures nationales a été également renforcé, avec la création d'une nouvelle école, "l'École supérieure de cybersécurité", en coordination avec le ministère de la Défense nationale.

Par ailleurs, 32 nouvelles offres de formation ont été qualifiées dans toutes les spécialités, notamment celles liées à la science et à la technologie, et 5 nouvelles offres de formation ont été ouvertes dans la technologie de fabrication automobile.

Une licence d'ingénieur a également été créée dans toutes les écoles supérieures polytechniques d'Oran, Constantine et Alger, ainsi qu'une licence d'industrie textile, qui s'inscrit dans le cadre du plan gouvernemental.

DGSN

Nécessité de fournir davantage d'efforts pour lutter contre l'émigration clandestine et le trafic de drogue



Le Directeur Général de la Sûreté Nationale (DGSN) Ali Badaoui a insisté, samedi à Oran, sur la nécessité de fournir davantage d'efforts et de coopération avec les différentes parties, notamment le secteur de la justice, pour lutter contre le phénomène de l'émigration clandestine et le trafic de drogue, à leur tête les psychotropes, "des crimes commis par des réseaux qui œuvrent à porter atteinte à la stabilité nationale". Lors de son inauguration, à l'occasion du 62ème anniversaire de la création de la police algérienne, du siège de

la première circonscription de la police judiciaire d'Oran, en tant que service opérationnel spécialisé dans la lutte contre les crimes complexes et de réseautage et disposant d'importants moyens humains et matériels et des capacités techniques, M. Badaoui a insisté sur la nécessité de "fournir davantage d'efforts dans la lutte contre l'émigration clandestine et le trafic de drogue, considérés comme des crimes organisés, derrière lesquels des réseaux organisés cherchent à porter atteinte à la stabilité nationale et à menacer l'ordre public, avec

l'ouverture d'enquêtes parallèles sur les transactions financières de ces réseaux, lors de chaque opération". Le DGSN a appelé, lors de son inauguration du siège de la sûreté urbaine externe de la localité de Belgaïd, dans la commune de Bir El Djir, "à œuvrer avec rigueur contre les bandes de quartiers et le crime urbain pour garantir la sécurité du citoyen et de ses biens, ainsi que contre certaines pratiques négatives, dont le phénomène du port d'armes blanches et celui de l'occupation illégale des trottoirs par les marchands et commerçants".

PROGRAMME ESTIVAL

Algérie Ferries annonce de nouvelles traversées vers l'Espagne

Depuis quelques jours, l'ENTMV multiplie les annonces concernant son programme estival. Ce dernier a été fortement perturbé en raison de l'indisponibilité du Tassili II et du navire Moby Dada en panne, qui ont causé de nombreuses annulations.

Les passagers d'Algérie Ferries ont été nombreux à exprimer leur mécontentement, mais surtout leur inquiétude à voir leurs vacances d'été chamboulées en raison du report de ces voyages

Programme vers l'Espagne perturbé : Algérie Ferries ajoute de nouvelles traversées

De son côté, la compagnie maritime multiplie ses efforts pour assurer le transport de la totalité de ses passagers. Dans ce sillage, elle revient dans un communiqué officiel pour faire part de la programmation de nouvelles traversées

sées vers l'Espagne. Ces voyages ont été ajoutés pour transporter les passagers impactés par les précédentes annulations annoncées par la compagnie.

La panne technique du Moby Dada chamboule le programme d'Algérie Ferries

Depuis son affrètement, pour renforcer la flotte maritime nationale, le Moby Dada a raté son début de carrière en Algérie, après sa détention par les autorités espagnoles, en avril 2024. Et ce, pour des "manquements graves", non conformes aux normes de sécurité internationales. Même après la récupération du navire, Algérie Ferries a rencontré de nouveaux problèmes, notamment une panne du système de climatisation. En effet, lors de ce voyage cauchemardesque, les pas-

sagers de la compagnie ont dû sortir leurs matelas pour passer la nuit dans

les couloirs du navire, en raison des températures insupportables.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Juillet 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	94	102	86	البطاطا
	Tomate	68	80	56	الطماطم
	Oignon sec	48	54	43	البصل الجاف
	Ail sec	324	387	261	الثوم الجاف
	Carotte	77	92	61	الجزر
	Navet	183	199	166	لفت
	Poivron	99	111	87	الفلفل الأخضر
	Piment	121	139	104	الفلفل الحار
	Courgette	79	89	68	الكوسة
	Haricot vert	209	230	188	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	93	103	82	الخس
	Pomme locale	436	534	338	التفاح المحلي
	Datte	555	690	420	التمر
	Melon	113	125	101	البطيخ الأصفر
	Pastèque	86	97	74	البطيخ الأحمر
Produits d'origine animale	Banane	323	338	308	الموز
	Viande bovine locale	1747	1891	1603	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	337	349	326	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PIC DE CONSOMMATION ET DÉLESTAGE ÉLECTRIQUES

L'Algérie offre un modèle de bonne gouvernance énergétique

En matière d'approvisionnement en énergie électrique durant l'été et les périodes de fortes chaleurs, la situation dans plusieurs pays arabes révèle des défis majeurs, marqués par des crises énergétiques sévères. La Syrie, l'Irak et le Liban peinent à répondre à la demande croissante, exacerbée par des décennies de conflits et de mauvaise gestion gouvernementale.

Par Mourad A.

En Syrie, la production électrique est dramatiquement basse, atteignant seulement 1800 mégawatts, aggravée par une pénurie de carburants. En Irak, malgré ses vastes ressources pétrolières, la corruption et une gestion inefficace entravent la production d'électricité, avec un gaspillage significatif de gaz naturel. Au Liban, la crise est chronique, caractérisée par une demande croissante non satisfaite, des coûts de production élevés et un réseau en proie à des pertes considérables.

En contraste saisissant, l'Algérie se distingue par ses avancées notables. Le pays a su maintenir un approvisionnement stable en électricité même lors de pics de consommation record, comme celui enregistré le 18 juillet à 19 135 mégawatts. Cette performance est le fruit d'investissements stratégiques dans l'entretien et la modernisation de son réseau électrique, représentant un engagement financier substantiel de 110 milliards de dinars. De plus, l'Algérie a récemment inauguré la plus grande centrale électrique du pays à Mostaganem, ajoutant 450 mégawatts à sa capacité nationale de production.

À travers ces initiatives, l'Algérie démontre sa capacité à répondre efficacement aux besoins énergétiques croissants, même en période de chaleur intense. En revanche, le Maroc, bien qu'enregistrant des progrès notables dans l'extension de l'accès à l'électricité et l'adoption des énergies renouvelables, doit encore concilier une demande en forte hausse avec ses



objectifs environnementaux ambitieux. Pendant ce temps, le Liban demeure dans une impasse critique, nécessitant des réformes structurelles urgentes pour stabiliser son secteur électrique et répondre aux besoins de sa population.

En Égypte, les récentes augmentations des tarifs d'électricité et les ajustements des horaires de délestage suscitent des préoccupations parmi les citoyens, exacerbées par les conditions climatiques extrêmes et les demandes croissantes. La décision d'augmenter la durée des coupures à trois heures par jour a provoqué un mécontentement généralisé, malgré

les assurances du gouvernement quant à ses efforts pour résoudre la crise.

En somme, la gestion de l'énergie électrique dans la région arabe expose des disparités frappantes entre des pays comme l'Algérie, qui investit stratégiquement pour assurer un approvisionnement fiable, et d'autres confrontés à des défis persistants. L'exemple algérien offre un modèle de bonne gouvernance énergétique, soulignant l'importance cruciale des investissements à long terme et de la planification rigoureuse pour garantir la stabilité et le développement durable dans un contexte régional souvent tumultueux.

GRANDS PÉRIMÈTRES
DANS LES WILAYAS DU
SUD

Les bénéficiaires tenus de soumettre leurs plans agricoles

Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Youcef Cherfa a présidé, samedi, une rencontre avec les opérateurs publics et les bénéficiaires des grands périmètres dans les wilayas du Sud, au cours de laquelle il a souligné l'obligation pour ces opérateurs de présenter leurs plans agricoles pour les trois prochaines saisons, afin d'augmenter la production agricole dans les filières stratégiques.

Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence des directeurs des services agricoles des wilayas du Sud, du secrétaire général de l'Union nationale des agronomes (UNA), et des cadres du secteur, a été consacrée à l'élaboration des plans agricoles pour chaque zone pour les trois prochaines saisons (2024-2025, 2025-2026, 2026-2027), indique un communiqué du ministère.

L'opération d'identification préalable des plans agricoles, qui sera mise en œuvre à partir de ce mois de juillet, vise à augmenter la superficie consacrée aux cultures principales telles que les céréales, le maïs, les plantes oléagineuses et les légumineuses.

Les engagements de chaque opérateur seront concrétisés sous forme de contrats de performance, spécifiant les surfaces allouées à chaque culture ainsi que le rendement attendu par hectare, selon le communiqué.

En ce qui concerne la culture du maïs jaune, il a été convenu lors de cette rencontre de créer de grands périmètres dans la wilaya d'In Salah, ajoute la même source.

Pour rappel, cette rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine saison agricole, notamment en ce qui concerne les cultures stratégiques, en concrétisation des décisions du Conseil des ministres tenu le 15 juillet 2024.

RÉUNION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UA

Attaf poursuit ses rencontres bilatérales

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a eu, vendredi à Accra (Ghana), des rencontres bilatérales avec nombre de ses homologues africains, en marge de sa participation aux travaux de la 45e session du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre entre M. Attaf et son homologue sud-africain, Ronald Lamola, a permis aux deux parties d'examiner les principaux points à l'ordre du jour du Conseil exécutif de l'UA et de se concentrer en profondeur sur les grandes questions régionales et internationales d'inté-

rêt commun, avant de passer en revue les relations privilégiées entre les deux pays et les moyens de les hisser à des niveaux supérieurs en prévision des prochaines échéances bilatérales de haut niveau", a précisé le communiqué.

Avec son homologue nigérian, Yusuf Maitama Tuggar, M. Attaf a procédé à un échange de vues et d'analyses sur les développements de la situation dans la région sahélo-saharienne, avant d'examiner nombre de dossiers bilatéraux s'inscrivant dans le cadre du renforcement des relations entre les deux pays.

Avec son homologue éthiopien, Taye Atske Selassie, M. Attaf a examiné les moyens de renforcer la coopération bila-

térale et discuté des questions d'actualité aux niveaux régional et continental.

Lors de leurs entretiens, M. Attaf et son homologue sierra-léonais, Timothy Musa Kabba, ont passé en revue la coordination bilatérale au niveau du Conseil de sécurité dans le cadre du Groupe A3 (trois pays africains membres du Conseil de sécurité).

La rencontre entre M. Attaf et son homologue du Zimbabwe, Frederick Shava, a permis aux deux parties de discuter des perspectives de renforcement de la coopération bilatérale en prévision de la réunion de la commission mixte et de procéder à un échange de vues sur plusieurs questions d'actualité à l'échelle

africaine.

Les entretiens entre M. Attaf et son homologue de la République du Congo, M. Jean-Claude Gakosso, ont permis aux deux parties d'examiner les moyens permettant de poursuivre l'étroite coordination bilatérale en prévision des prochaines échéances au niveau de l'UA.

Avec son homologue de la République démocratique du Congo, Thérèse Kayikwamba Wagner, M. Attaf a passé en revue les développements de la situation dans les régions d'appartenance des deux pays et discuté des perspectives de renforcement de la coopération bilatérale.

DJANET

Nouveaux projets pour l'amélioration du cadre de vie de la population locale

Une série de projets de développement susceptibles d'améliorer les conditions de vie de la population locale ont été lancés dans la commune de Djanet, a-t-on appris des services de la wilaya. Retenues au titre des différents programmes de développement, ces opérations, tendant à fournir suffisamment la ressource en eau en cette période estivale et rénover les anciens réseaux vétustes d'assainissement, consistent en la réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP), d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales au niveau des quartiers de "Tin-Khatma", "Châabet-Loss" et "El-Djazira", a détaillé la direction locale de l'urbanisme et de la construction (DUC). Le programme de développement de 2023 de la DUC prévoit huit (8) projets visant l'amélioration urbaine de différentes cités et quartiers de la commune de Djanet et quatre (4) autres destinés à l'aménagement et la viabilisation des routes et divers réseaux au profit des nouveaux projets de logements publics. L'on relève également la concrétisation en cours d'autres opérations, retenues pour 2024, portant viabilisation de rues et ruelles, d'aménagement des lotissements ruraux et le raccordement des foyers au réseau du gaz naturel, a-t-on indiqué de même source. Le wali de Djanet, Benabdallah Chaïbeddour, a appelé à renforcer la main-d'œuvre réalisatrice, à la faveur de la mobilisation des enveloppes nécessaires, en vue de réceptionner ces projets dans leurs délais fixes.

MOSTAGANEM

Raccordement au gaz naturel de 10 villages

Des travaux de raccordement au gaz naturel sont actuellement en cours dans la wilaya de Mostaganem, et ce au niveau de 10 villages relevant de plusieurs communes pour un investissement de plus de 270 millions DA, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de l'Energie et des Mines.

Ces opérations, financées par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, au titre de l'exercice budgétaire actuel, concernent 10 villages relevant de 8 communes, ainsi que la partie supérieure de la commune de Aïn Nouissy et la commune de Safsaf. Dans ce cadre, les autorités locales ont, récemment, donné le coup d'envoi d'un projet d'approvisionnement du centre de la commune de Safsaf en gaz naturel pour un coût financier total estimé à 66 millions DA, a ajouté la même source. D'ici 4 mois, un réseau de 15 km sera réalisé pour le raccordement d'environ 500 foyers à cette source d'énergie, ce qui aura un impact positif sur les conditions de vie des habitants de cette collectivité

locale, a-t-on expliqué. Un autre projet a été lancé, au courant de ce mois de juillet, pour relier les hauts quartiers de la commune d'Aïn Nouissy (100 foyers), et ce pour un montant de plus de 116 millions DA, ainsi qu'au niveau de l'agglomération urbaine secondaire de la commune de Achâacha (Cheraïfia), qui comprend environ 1.000 habitations (93 millions DA). Le village de Ouled Attia, relevant de la commune de Sirat, a été raccordé, dernièrement, au gaz naturel, et ce en faveur de plus de 280 foyers (30 millions DA), outre le projet de raccordement du village de Sidi Charef (690 foyers) pour une enveloppe financière de 28 millions DA.

Les autres projets concernent le village de Ouled Larbi (1.125 foyers) de la commune de Kheireddine, le village de Sidi Lahcen (210 foyers), de la commune de Sayada, notamment le village de Sidi Medjdoub (170 foyers) de la commune de Hassi Mameche, le village de Guerouacha (37 foyers) de la commune de Touahria (72 millions DA). Ce programme de développement d'urgence permettra également le raccordement de 4 villages, à savoir Ouled Hadj 1 et 2, Gor et Bouachria (1.130 foyers) au niveau des communes côtières de Benabdelmalek Ramdane et Sidi Lakhdar.

ORAN

Vers l'élaboration du cahier des charges pour la labellisation de la «Clémentine Misserghine»

Le cahier des charges de labellisation du fruit « Clémentine Misserghine » est en phase d'élaboration à Oran et une sous commission a été installée dernièrement pour prendre en charge le suivi et la concrétisation du dossier, a-t-on appris, auprès de la direction des services agricoles. Le cahier des charges comportera plusieurs données sur la qualité et caractéristiques de ce fruit, a indiqué, à l'APS, la char-

gée du dossier de labellisation, Salima Hasnaoui, soulignant que sa première mouture sera soumise à la commission nationale compétente du ministère de l'Agriculture et du Développement rural au cours de la prochaine saison agricole, après avoir accompli toutes les démarches. La commission chargée du suivi et de l'élaboration du cahier des charges est composée de représentants de l'Institut National de la Recherche

Agronomique de Sidi Bel-Abbès, de l'Institut technologique d'arboriculture fruitière et viticulture de Mohammadia (Mascara), de la Station régionale de protection des végétaux de Misserghine, les présidents de la chambre d'agriculture d'Oran, du conseil de wilaya professionnel de la filière des agrumes, l'association « Clémentine Misserghine » et la direction du secteur et trois universitaires. L'opération d'étiquetage visant la protection et la ré-

habilitation et l'extension des superficies de ce fruit permettra son exportation à l'avenir selon la même source, soulignant l'implication des universitaires spécialisés en biologie à cette commission qui permettront de proposer des projets de master ou doctorat sur ce fruit répandu à Misserghine, Boutléis et Aïn El-Kerma.

AIN DEFLA

36 unités d'hémodialyse aux hôpitaux

Trente-six (36) générateurs d'hémodialyse ont été remis dernièrement aux Etablissements publics hospitaliers (EPH) de la wilaya d'Ain Defla en vue d'améliorer la prise en charge des insuffisants rénaux, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la santé et de la population. Sur ces 36 générateurs, 13 ont été livrés à l'EPH d'El-Attaf, 13 autres à l'hôpital "Latreche Ahmed" de Khemis Miliana et le reste,

soit 10 appareils, ont été remis à l'EPH "Yahia Farès" de Miliana, a précisé la même source. En outre, les quatre EPH de la wilaya ont bénéficié chacun d'une nouvelle ambulance, a-t-on ajouté, annonçant aussi l'acquisition de quatre (4) véhicules utilitaires au profit des services de prévention et d'épidémiologie des établissements publics de santé de proximité (EPSP) de Djelida, El-Abadia, Aïn Lachiakh et Boumedfaâ.

Par ailleurs, deux stations de traitement d'eau ont été également destinées à des établissements sanitaires de la wilaya. La même source a souligné l'acquisition au profit de l'hôpital de 240 lits, qui sera inauguré cette année au chef-lieu de wilaya, de 20 générateurs d'hémodialyse, de deux (2) stations de traitement d'eau, en attendant sa dotation de 20 ambulances dans le cadre du programme 2024.

BOUIRA

Raccordement de 2123 logements depuis janvier 2024

Au total 2123 logements, tous types confondus, ont été raccordés au réseau énergétique à travers plusieurs communes de la wilaya de Bouira depuis janvier 2024 pour une enveloppe financière de plus de 292 millions de dinars, a-t-on appris auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonegaz). « Le nombre de logements raccordés aux réseaux de gaz et d'électricité

jusqu'à fin juin a atteint 2123 unités de types promotionnel aidé (LPA), AADL, et social », a expliqué à l'APS le directeur de distribution de l'électricité et du gaz, Khaled Messaoudi. Plus de 292 millions de DA ont été alloués à ces raccordements avec une participation de la direction locale de distribution à hauteur de 13,12 %, selon les détails fournis par le même responsable. Durant l'année 2023, 25.043 foyers

ont été raccordés aux réseaux d'électricité et du gaz à travers les différentes régions de la wilaya de Bouira. 14.017 parmi ces foyers ont bénéficié d'un branchement en énergie électrique et 11.026 en gaz naturel, a rappelé M. Messaoudi. Il a réitéré, à l'occasion, la volonté de la direction de distribution d'œuvrer pour l'accompagnement de tous les secteurs en matière de raccordement en énergie électrique et gazière afin

d'améliorer les conditions de vie des citoyens ainsi que pour donner une nouvelle impulsion au développement économique local. Dans la wilaya de Bouira, le taux de couverture en matière de gaz a dépassé le seuil des 96 %, et en matière d'électricité, le taux de couverture a dépassé les 98%, selon la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

CLIMAT, RESSOURCES, RISQUE NUCLÉAIRE, IA

Vers une polycrise mondiale ?

Changement climatique, épuisement des ressources, armes extrêmes, IA, etc. : Richard Heinberg se penche sur les différentes menaces qui composent la convergence sans précédent des risques qui nous conduisent à une polycrise mondiale. Sans trouver de réponses faciles, il en vient à la conclusion que la survie collective de l'humanité exigera que nous mettions de côté notre orgueil et que nous nous accommodions des limites environnementales et sociales.

2^e partie et fin

Par ailleurs, les différentes crises interagissent de telle sorte qu'il est de plus en plus difficile de s'attaquer à chacune d'entre elles de manière isolée. Par exemple, la lutte contre le changement climatique exige que les nations construisent d'énormes quantités de nouvelles infrastructures d'énergie renouvelable. Ce qui implique une augmentation de la production de minéraux tels que le cuivre, le lithium, le nickel, le cobalt et les terres rares. Les mines doivent donc être agrandies ou créées, souvent dans des endroits où la pollution qui en résulte aura un impact sur les communautés à faible revenu (exacerbant ainsi les inégalités économiques) et où l'habitat de la faune et de la flore sera dégradé. Le consensus en faveur d'une action ambitieuse pour résoudre un problème environnemental tel que le changement climatique sera également difficile à atteindre dans un contexte de polarisation politique (alimentée par des inégalités économiques croissantes) et avec la prolifération de l'IA et des algorithmes des médias sociaux. La lutte contre le changement climatique est déjà mise en échec par un déni largement répandu alimenté par les « fake news », qui sont en passe de devenir beaucoup plus sophistiquées. Enfin, le problème d'échelle complique les solutions. C'est une chose de résoudre un problème en laboratoire, mais c'en est une autre d'appliquer la solution à plus grande échelle. Par exemple, les chercheurs ont identifié plusieurs voies vers une aviation sans émissions, mais pour réorganiser une industrie mondiale évaluée à près de mille milliards de dollars et comprenant environ trente mille avions commerciaux, il faudra du temps et des investissements massifs (en outre, les carburants de remplacement peuvent avoir un coût bien plus élevé à long terme). À petite échelle, l'épuisement des ressources et la pollution toxique sont des problèmes gérables ; après tout, cela fait des millénaires que les sociétés extraient des métaux et créent de la pollution locale. C'est l'ampleur énorme et sans cesse croissante de l'extraction des ressources et du déversement des déchets qui met en péril des écosystèmes entiers. Il en est de même des inégalités économiques, celles-ci existent depuis des milliers d'années, mais les sociétés étaient suffisamment restreintes pour que les effets néfastes des inégalités soient circonscrits. Aujourd'hui, en raison de la polarisation politique attisée par l'aggravation des inégalités, il pourrait être impossible de s'attaquer à des problèmes mondiaux et existentiels tels que le changement climatique. La démographie galopante et l'augmentation des revenus par habitant au cours des deux derniers siècles, et en particulier depuis 1950, ont permis de

multiplier la vitesse et l'ampleur des activités humaines, mais le prix à payer pour cette réussite est considérable.

La société moderne, machine à générer risques et crises

La polycrise mondiale n'est pas seulement le résultat d'une convergence malheureuse de plusieurs phénomènes négatifs distincts. Le changement climatique, l'épuisement des ressources, la pollution toxique et d'autres facettes de la polycrise sont directement ou indirectement enracinés dans un phénomène unique : la dépendance de la société aux combustibles fossiles. La ressource clé de l'humanité est l'énergie. En adoptant le charbon, le pétrole et le gaz naturel, nous avons enregistré une croissance mondiale rapide et sans précédent de la consommation et de la population au cours des dernières décennies (d'où le problème d'échelle évoqué plus haut). La combustion des combustibles fossiles libère du CO2 et entraîne le changement climatique. Le carburant utilisé pour l'exploitation minière, la pêche et la sylviculture a considérablement amplifié l'extraction de matières premières, y compris l'uranium pour les armes nucléaires. Les combustibles fossiles fournissent également les matières premières nécessaires à la fabrication de la plupart des produits chimiques toxiques. Si les combustibles fossiles fournissent tant d'énergie, et engendrent donc tant de bénéfices (bien qu'ils imposent également des coûts), pourquoi l'humanité n'a-t-elle commencé à les utiliser qu'au cours des deux derniers siècles ? La révolution industrielle alimentée par les combustibles fossiles a eu besoin de certaines inventions préalables (notamment la métallurgie, les moteurs, les canalisations et les engrenages), de sorte qu'elle n'aurait pas pu matériellement avoir lieu, par exemple, dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs. Mais en plus du savoir-faire technique, certains aménagements sociaux étaient nécessaires. Ce constat découle des modalités qui ont marqué l'apparition des révolutions industrielles alimentées par des combustibles fossiles. L'histoire de l'humanité n'en a connu que deux : en Chine, il y a mille ans, et en Grande-Bretagne, au dix-huitième siècle. En Chine, l'industrialisation a été délibérément suspendue par l'aristocratie traditionnelle, qui y voyait une menace pour le maintien de sa domination. Il n'en a pas été de même en Grande-Bretagne au XVIII^e siècle, dans la mesure où l'aristocratie britannique avait déjà été éclipsée par une classe marchande enrichie par le colonialisme. Dans les deux cas, le charbon a été le premier combustible industriel. Et dans les deux cas, son extraction et son utilisation ont été encouragées par la propriété privée des ressources

naturelles et la protection juridique des investisseurs dans les entreprises commerciales. Ces similitudes historiques laissent penser que le capitalisme, du moins sous une forme rudimentaire, était une condition préalable à la généralisation de l'utilisation des combustibles fossiles. Une fois le capitalisme et les combustibles fossiles installés, la société est devenue une machine à générer des risques et des crises. La propriété foncière privée légitimait l'extraction des ressources, que les combustibles fossiles rendaient possible à plus grande échelle grâce à des équipements d'exploitation minière, de pêche et de sylviculture à moteur. Les mécanismes de protection des investisseurs ont permis de produire et de déverser des déchets à une échelle industrielle. Avec les moyens (les combustibles fossiles) et la logique (le capitalisme), l'expansion économique s'est accélérée, ce qui a eu pour effet secondaire de contaminer des pans entiers de la nature avec des déchets toxiques. Même les pays non capitalistes ont été contraints de rivaliser pour maximiser la croissance de l'extraction des ressources et de la fabrication (et, par conséquent, du déversement des déchets), sous peine d'être distancés. Dès que les effets secondaires inhérents à la croissance de l'activité économique sont devenus évidents, les nations se sont efforcées de réduire l'impact sur l'environnement par le biais de mesures d'efficacité et de substitution. Ces efforts ont parfois été couronnés de succès (l'humanité a considérablement réduit la destruction de la couche d'ozone atmosphérique en éliminant progressivement les chlorofluorocarbones et en les remplaçant par d'autres produits chimiques), mais dans la majeure partie des cas, les problèmes continuent de s'envenimer et de s'aggraver, comme en témoigne le changement climatique. La machine à générer des crises et des risques tend également à exacerber les problèmes sociaux : dans la mesure où les propriétaires des secteurs capitalistes retirent des bénéfices de leurs entreprises, les inégalités économiques au sein des sociétés tendent à s'accroître, à moins que les profits ne soient redistribués par le biais de programmes de taxation et de dépenses publiques. Cependant, au fil du temps, les capitalistes trouvent des moyens de s'emparer des gouvernements par le biais du lobbying exercé par des avocats et des sociétés de relations publiques, et en faisant des dons pour financer les campagnes électorales de politiciens favorables aux entreprises. La croissance économique alimentée par les combustibles fossiles ne fait qu'accélérer le transfert des richesses vers les capitalistes, ce qui oblige les gouvernements à redoubler d'efforts pour empêcher les inégalités d'atteindre des niveaux qui finissent par saper la

gouvernance elle-même. Une fois que la machine à générer des risques et des crises est en marche, il devient de plus en plus difficile de l'arrêter, car les activités qui génèrent des risques et des crises sont aussi celles qui génèrent des bénéfices à court terme pour la société, et en particulier pour les puissants et les institutions, en termes d'emplois, de profits et de production. Débrancher la machine – par exemple, en contractant l'économie afin de réduire les émissions de CO2 – constituerait en soi une crise pour la société.

La voie à suivre

La polycrise exige que nous changions fondamentalement notre façon de penser. Aujourd'hui, les décideurs politiques ont tendance à considérer le changement climatique comme un problème de pollution qui serait isolé d'autres tendances en spirale. Ils se tournent donc vers des solutions qui aggravent d'autres problèmes : des technologies d'énergie renouvelable qui épuisent les ressources et détruisent l'habitat, des technologies de capture du carbone qui nécessitent de grandes quantités d'énergie ou des technologies d'intelligence artificielle qui accroissent les inégalités. La polycrise exige que nous changions fondamentalement notre façon de penser. Connaître notre ennemi – la polycrise – exige que nous comprenions mieux les systèmes naturels et humains et les liens entre les problèmes, et que nous analysons les hypothèses qui les sous-tendent. Certaines de celles-ci sont largement considérées comme allant de soi, telles les justifications de la propriété privée des ressources naturelles. Parallèlement, la problématique liée à l'échelle nous oblige à remettre en question notre obsession quasi-universelle pour la croissance économique. Il n'y a pas de solutions faciles, car la polycrise n'est pas un problème facile. Le temps presse et il se peut que la seule façon d'avancer soit de sacrifier une part importante de notre richesse, de notre domination ou de notre confort. Mais si nous voulons sortir de l'impasse dans laquelle nous nous sommes enfermés en tant qu'êtres humains, nous devons commencer par nous connaître nous-mêmes. Nous sommes des primates intelligents, dotés du langage, d'un caractère ultra social, et capables de fabriquer des outils, et nous sommes récemment tombés sur une manne en matière d'énergie. Nous avons accompli des merveilles. Mais nous sommes aussi devenus notre pire ennemi. Pour survivre collectivement, nous devons mettre de côté notre orgueil et accepter les limites environnementales et sociales.

Source : Resilience, Richard Heinberg
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

LIBYE

La production de brut de Waha Oil a augmenté de 15 % en 2023

La Waha Oil Company est l'une des filiales les plus importantes de la société publique du pétrole de la Libye (NOC) pour sa contribution substantielle aux quelques 1,2 million de barils de brut produits par le pays au quotidien. En Libye, la compagnie publique du pétrole (NOC) a annoncé mardi 9 juillet que la production d'or noir livrée par la Waha Oil Company (WOC), l'une de ses filiales, a atteint un plateau de 322 000 b/j en 2023 contre 280 000 b/j en 2022. Ceci représente une hausse de l'ordre de 15 % en glissement annuel que l'entreprise publique attribue aux résultats positifs découlant des efforts qu'elle déploie depuis plusieurs années pour relever le plateau de la production nationale d'or noir. La WOC espère à court et moyen terme s'imposer comme le principal contributeur à la production pétrolière de la Libye, à condition que cette dynamique se maintienne. Pour rappel, les autorités libyennes ont annoncé un plan d'augmentation de la production pétrolière de la Libye à 2 millions b/j d'ici 2027. Ces derniers mois, le pays s'est à plusieurs reprises classé dans le top 3 des producteurs les plus importants du continent.

DEPUIS 2022

L'Égypte réalise son plus gros achat de blé sur le marché international

L'Égypte est le premier importateur mondial de blé. Le pays des pharaons profite de l'accalmie sur le marché mondial pour passer une grande commande auprès de ses fournisseurs.

En Égypte, l'acheteur public de céréales (GASC) a conclu l'achat de 770 000 tonnes de blé dans le cadre d'un appel d'offres international le 15 juillet dernier. Dans les détails, 93 % du stock, soit 720 000 tonnes, sera livré par des exportateurs russes, tandis que le reste proviendra de Bulgarie. Selon les informations relayées par Bloomberg, il s'agit de la plus importante commande de blé effectuée par le pays des pharaons sur le marché international depuis 2022. Cette opération est à inscrire dans un contexte où les cours de la matière première plongent depuis plus d'un mois. En effet, le prix de la tonne de blé a clôturé à 542,8 \$ le 17 juillet 2024 à la bourse de

Chicago s'affichant en baisse de 22 % par rapport au tarif de 700 \$ enregistré le 28 mai dernier. Cette dynamique est attribuable par la perspective d'une offre abondante sur le marché international.

Selon les projections formulées par le département américain de l'agriculture (Usda), la production mondiale de blé devrait augmenter de 5,4 millions de tonnes pour s'établir à 796 millions de tonnes en 2024/2025, principalement tirée par l'amélioration de la récolte aux Usa. Le pays de l'Oncle Sam table en effet sur une production de 54 millions de tonnes de blé, son plus haut niveau en 8 ans.

Globalement, la faiblesse des cours du blé a stimulé la demande d'autres pays importateurs comme l'Algérie qui a aussi conclu un appel d'offres pour acquérir 600 000 tonnes de la céréale sur le marché international le 17 juillet.

Cette situation pourrait également profiter à d'autres importateurs sur le continent africain. Il convient de rappeler que l'Afrique est la 2ème région importatrice de blé après l'Asie. D'après les prévisions de la FAO, les importations africaines de la céréale devraient grimper de 2,2% pour atteindre 55,6 millions de tonnes en 2024/2025.

ARABIE SAOUDITE

L'inflation à 1,5 en Juin

Selon le dernier rapport de la GASTAT, l'inflation atteint 1,5 % en glissement annuel (g.a.) au mois de juin 2024. Cette hausse est principalement attribuée à une augmentation de 8,4 % des prix du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles, ainsi qu'à une augmentation de 1,1 % des prix des aliments influencés par la hausse des prix des légumes de 6,5 %. Parallèlement, les prix des transports

ont diminué de 2,7 % affectés par la baisse des prix d'achat des véhicules de 4,6 %. L'Arabie saoudite approuve la formation de nouveaux conseils d'affaires conjoints avec d'autres pays, incluant le Canada, le Nigéria et l'Indonésie. L'Autorité générale du commerce extérieur a nommé Mohammed bin Nasser Al Duleim président du Conseil d'affaires saoudo-canadien. Cette décision s'inscrit dans le cadre du développement des re-

lations entre les deux pays, l'Arabie saoudite étant le premier partenaire commercial du Canada dans la région MENA et le 23ème au niveau mondial avec un total de 5,1 Md USD d'échanges bilatéraux en 2023. L'Arabie saoudite comptait jusqu'à lors 32 conseils d'affaires bilatéraux dont un avec la France, le CAFS, et auxquels viennent s'ajouter 8 conseils d'affaires régionaux.

CENTRE DE PROMOTION DES EXPORTATIONS

Événement international dédié à la promotion de l'huile d'olive tunisienne

Le programme comprendra une exposition de l'huile d'olive dans l'un des plus importants centres commerciaux de la capitale omanaise, Mascate, ainsi que des rencontres professionnelles entre les exportateurs tunisiens d'huile d'olive et des acheteurs et importateurs potentiels omanais. Un événement promotionnel dédié à l'huile d'olive tunisienne se tiendra du 26 au 28 septembre 2024 à Mascate—capitale omanaise, à l'initiative de l'am-

bassade de Tunisie à Mascate, et en partenariat avec le Centre de promotion des exportations (Cepex). Cet événement comprendra une exposition de l'huile d'olive dans l'un des plus importants centres commerciaux de la capitale omanaise, ainsi que des rencontres professionnelles entre les exportateurs tunisiens d'huile d'olive et des acheteurs et importateurs potentiels omanais. «Une initiative qui vise à renforcer la

visibilité de l'huile d'olive tunisienne sur le marché omanais et à ouvrir de nouvelles opportunités d'affaires pour les exportateurs tunisiens de l'huile d'olive», a fait savoir le Cepex. Les entreprises tunisiennes souhaitant y participer peuvent adresser le formulaire au plus tard le mercredi 2 août 2024. Le Cepex assurera l'envoi des échantillons au profit des entreprises participant à cet événement. Les échantillons doivent lui être remis

avant le 5 septembre 2024. Les recettes de la Tunisie provenant de l'huile d'olive ont augmenté, à fin juin 2024 (saison 2023-2024), de près de 80%, pour atteindre 4,3 milliards de dinars, selon l'Office national de l'huile (ONH). Le pays a exporté, depuis le lancement de la saison (1er novembre 2023), près de 165 mille 205 tonnes d'huile d'olive, dont 20 mille 392 tonnes conditionnées, d'une valeur de 590 millions de dinars (MD).

KOWEÏT

Importante découverte de gaz naturel

Cette semaine, le Koweït a annoncé une importante découverte de gaz naturel dans son champ offshore d'Al-Noukhitha. Situé à l'est de l'île de Failaka, il contient l'équivalent de 3,2 Mds de barils équivalents de pétrole, une quantité analogue à la production du pays sur trois ans. Et plus tôt en juillet, c'était au tour de l'Arabie Saoudite, de communiquer sur la découverte de pas moins de sept gisements

de pétrole et gaz importants dans le royaume. Si aujourd'hui les stratégies de diversification battent leur plein, force est de constater que la puissance de feu des économies du CCEAG restera intimement liée au développement de l'Industrie Oil&Gas. Selon un nouveau rapport de l'International Energy Forum (IEF) et de S&P Global Commodity Insights, les dépenses annuelles mondiales d'invest-

tissement dans l'upstream devront augmenter de 22 % d'ici 2030 pour assurer un approvisionnement adéquat. Une hausse aussi bien motivée par la croissance de la demande que par l'augmentation des coûts de production associés. En effet, d'après une étude des équipes recherche de Goldman Sachs, l'investissement upstream dans les monarchies du CCEAG est principalement axé sur (1) la satisfaction d'une offre structurellement res-

treinte après une période de sous-investissement à l'échelle mondiale ; (2) l'utilisation des ressources en hydrocarbures dans des produits à plus forte valeur ajoutée tels que les produits pétrochimiques ; (3) la réduction des émissions de carbone dues à la production d'électricité grâce au passage au gaz ; et (4) la mise en place d'une base pour l'augmentation des exportations de carburants propres.

AFRIQUE DU SUD

La BAD approuve un prêt d'un milliard de dollars à la compagnie sud-africaine Transnet

La Banque africaine de développement a approuvé, vendredi 12 juin 2024 à Abidjan, un prêt d'entreprise adossé à une garantie souveraine de 18,85 milliards de ZAR (un milliard de dollars américains) à Transnet, l'opérateur ferroviaire public sud-africain qui gère également les ports et les oléoducs.

Le prêt de 25 ans approuvé par le Conseil d'administration du Groupe de la Banque facilitera la première phase du plan d'investissement quinquennal de 152,8 milliards de ZAR (8,1 milliards de dollars) de la société, qui vise à améliorer sa capacité existante avant de l'étendre aux segments prioritaires de l'ensemble de la chaîne de valeur du transport. Transnet a été confrontée à des défis opérationnels, principalement dans les secteurs critiques des chemins de fer et des ports, en raison du sous-investissement dans les infrastructures et les équipements, du vol et du vandalisme, et de chocs externes tels que les inondations et les effets de la pandémie de Covid-19. La compagnie s'est engagée à relever les défis du passé, à promouvoir l'intégrité et à améliorer l'efficacité au sein de l'organisation. Elle a progressé dans certains domaines clés, notamment dans les réformes de la gouvernance, de la passation des marchés et de la gestion financière. Le plan de redressement, lancé en octobre 2023, vise à réhabiliter l'infrastructure et à accélérer la relance des opérations sur une période de dix-huit mois, en se concentrant sur le rétablissement des performances opé-

rationnelles et des volumes de fret pour répondre aux demandes des clients. Après l'approbation, Solomon Quaynor, vice-président de la Banque africaine de développement chargé du Secteur privé, de l'Infrastructure et de l'Industrialisation, a souligné l'importance de ce soutien : « Transnet, gardien des infrastructures de transport et de logistique essentielles de l'Afrique du Sud, joue un rôle indispensable dans l'économie du pays, en assurant un système de fret compétitif et en servant de porte d'entrée à la région de la Communauté de développement des États de l'Afrique australe (SADC) ». « Notre partenariat permettra à Transnet de mettre en œuvre un plan de redressement complet, en s'attaquant aux inefficacités opérationnelles, en particulier dans les secteurs ferroviaire et portuaire. Ce plan est aligné sur la feuille de route stratégique de l'Afrique du Sud pour le système logistique du fret et supervisé par le comité national de crise logistique, présidé par la présidence. Cette initiative témoigne de notre engagement à renforcer les capacités logistiques nationales et à favoriser une croissance économique durable », a-t-il ajouté.

Client de longue date de la Banque africaine de développement depuis 2010, Transnet emploie plus de 50 000 personnes et joue un rôle essentiel dans l'intégration et la connexion de l'Afrique du Sud à l'économie mondiale. Les activités du système de fret de Transnet contribuent de manière significative à l'économie sud-africaine. Ses opérations servent de portes d'entrée pour les échanges commerciaux en Afrique du Sud et avec les pays enclavés de la région tels que le Botswana, la Zambie, le Zimbabwe et la République démocratique du Congo, par l'intermédiaire du port de Durban. Réagissant à l'approbation du prêt, Michelle Phillips, directrice générale de Transnet, a déclaré : « Nous apprécions le soutien manifesté par la Banque africaine de développement. Le prêt accordé par la Banque contribuera de manière significative au plan d'investissement de Transnet visant à stabiliser et à améliorer le réseau ferroviaire et à contribuer à l'économie sud-africaine dans son ensemble. L'aide non remboursable qui accompagne le prêt aidera aussi considérablement Transnet dans ses efforts d'efficacité énergétique et dans ses initiatives de préparation de projets d'infrastructure. »

MADAGASCAR

Une nouvelle unité de transformation de cacao à Ambanja

Le cacao malgache jouit d'une bonne réputation sur le marché international pour la qualité de ses fèves. Alors que le segment de la transformation reste peu développé, le gouvernement encourage les investissements dans ce sens pour créer plus de valeur ajoutée dans le secteur. A Madagascar, Irène Andriamaneho, directrice de la Promotion des Entreprises (DPE) au ministère de l'Industrie et du Com-

merce a procédé le 18 juillet à l'inauguration d'une unité de transformation de cacao basée dans le district d'Ambanja. Cette nouvelle installation est financée par le trésor public dans le cadre du programme gouvernemental « One District, One Factory » (ODOF). L'unité présente une capacité de traitement horaire de 1 tonne pour la production de poudre de cacao. Selon les informations relayées par les mé-

dias locaux, l'entreprise S2A Chocolaterie Ambanja a été choisie pour assurer la gestion de l'usine. Pour l'approvisionnement en matière première, elle compte notamment sur la production locale. Selon les données officielles en effet, le district d'Ambanja concentre environ 90 % de la production malgache de cacao. Plus largement, ce nouvel investissement arrive dans un

contexte où la transformation de la fève est encore embryonnaire. Madagascar exporte environ 98 % de sa production de cacao sous forme brute. Selon les données compilées par la FAO, la Grande île a récolté 15 000 tonnes de matière première en 2022, et a exporté près de 14 800 tonnes de fèves pour une valeur de 25,6 millions USD.

RWANDA

Une nouvelle unité dans l'industrie des aliments pour animaux

Au Rwanda, l'élevage contribue à hauteur de 12 % au PIB agricole. Le gouvernement encourage les investissements du secteur privé dans les filières connexes comme l'industrie des aliments pour animaux en vue d'améliorer les performances du secteur. Au Rwanda, le gouvernement a procédé le 11 juillet dernier à l'inauguration d'une unité de fabrication d'aliments pour animaux construite par l'entreprise locale Go-

rilla Feed Co. Ltd. Basée dans la Zone économique spéciale de Kigali (KZES), cette nouvelle installation a mobilisé un investissement total de 4 millions \$. Selon les informations relayées par les médias locaux, l'unité est équipée pour produire une large gamme d'aliments pour animaux répondant à la demande dans les élevages de porcs, de volailles et de bovins. A cette fin, elle est dotée d'une capacité de production horaire de 20

tonnes, soit à peu près 200 tonnes par jour. « L'établissement d'unités d'aliments pour animaux comme celle-ci profitera aux agriculteurs en répondant aux défis qu'ils rencontraient auparavant avec la fluctuation des prix des aliments causée par les pénuries, ce qui entraînera finalement une augmentation de la production de bétail », a déclaré Fabrice Ndayisenga, chef du département de la recherche sur les ressources animales et du transfert de

technologie, de l'Office rwandais de Développement de l'agriculture et des ressources animales (RAB). Globalement, ce nouvel investissement permet à Gorilla Feed Co de renforcer sa capacité de production d'aliments pour animaux au Rwanda. Implantée dans le pays d'Afrique de l'Est depuis 2015, l'entreprise n'exploitait jusque-là qu'une capacité de production de 50 tonnes d'aliments pour animaux par jour.

D'ICI 2030
Le Sénégal veut 37 000 véhicules électriques dans son parc national

Déjà en cours d'implémentation dans le transport en commun, les politiques de transition énergétique du Sénégal ciblent désormais les véhicules à usage personnel qui représentent la part la plus importante du parc automobile national. Le Sénégal s'est donné pour objectif d'introduire 37 000 véhicules électriques dans le parc automobile national d'ici 2030, dans le cadre de ses politiques de promotion de la mobilité durable. Le pays élabore présentement un cadre réglementaire adapté à la mise en œuvre de cette feuille de route. Un atelier récemment organisé dans cette perspective s'est penché sur une étude de faisabilité fondée sur des modèles comme ceux du Rwanda et du Kenya. Les stratégies envisagées prévoient des politiques d'exonération pour réduire les coûts d'acquisition des véhicules, des pièces de rechange et de la maintenance. L'objectif du programme est selon le gouvernement, de réduire de 2% les émissions nationales de gaz à effet de serre dans le transport routier. Cette politique complètera les différentes initiatives du gouvernement en matière de mobilité durable. Dans le transport public, le Sénégal a lancé le Train express régional qui exploite des locomotives moins polluantes, alors que le réseau BRT récemment mis en exploitation utilise des bus 100% électriques.

L'INFLATION DANS LA ZONE EURO VA CONTINUER À RALENTIR

Elle pourrait tomber sous la barre des 2 % en 2026, selon une enquête de la BCE

L'inflation dans la zone euro continuera à ralentir dans les années à venir et pourrait tomber en dessous de l'objectif de 2 % de la Banque centrale européenne d'ici 2026, selon une enquête de la BCE publiée vendredi.

La BCE a dépassé son objectif depuis des années et a augmenté les taux d'intérêt à des niveaux record l'année dernière afin d'atténuer les pressions sur les prix, mais il pourrait encore falloir attendre jusqu'à la fin de 2025 pour revenir à son objectif. L'enquête trimestrielle de la BCE auprès des prévisionnistes professionnels, qui contribue aux délibérations sur la politique monétaire, prévoit un ralentissement de l'inflation encore plus rapide

que ne le prévoient les services de la BCE et s'attend à ce que la croissance des prix se stabilise ensuite autour de l'objectif de la BCE. L'inflation pourrait s'établir à 2,4 % en moyenne cette année, conformément aux prévisions de l'enquête il y a trois mois, puis ralentir à 2,0 % l'année prochaine, comme prévu précédemment, ces deux chiffres étant inférieurs aux projections internes de la BCE. La BCE a laissé les taux d'intérêt in-

changés jeudi, mais a gardé la porte ouverte à un nouvel assouplissement de sa politique, en partie parce que la croissance économique semble faible, ce qui laisse présager un relâchement des pressions exercées par la production sur les

prix. Les personnes interrogées ont relevé leurs prévisions de croissance de 0,5 % à 0,7 % cette année, mais les ont ramenées de 1,4 % à 1,3 % pour l'année prochaine.

JAPON

La Bourse de Tokyo incertaine après les pertes de Wall Street

La Bourse de Tokyo était hésitante vendredi 19 juillet dans la matinée après le recul la veille des indices de Wall Street sur fond d'incertitude politique aux États-Unis et de doutes sur l'actuel engouement pour les valeurs technologiques. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,12% à 40.175,04 points vers 01h00 GMT, tandis que l'indice élargi Topix lâchait 0,09% à 2.866,11 points. À Tokyo, le fabricant d'outils de précision pour l'industrie des semi-conducteurs Disco Corp. chutait de 4,2%

après des résultats en deçà des attentes pour son premier trimestre. Au Japon, l'indice des prix à la consommation pour juin, publié vendredi 19 juillet avant l'ouverture, s'est par ailleurs établi à +2,6% sur un an hors produits frais, en hausse par rapport à mai mais inférieur aux prévisions, ce qui pourrait néanmoins conforter la Banque du Japon dans sa politique de lente normalisation monétaire. La politique accommodante de la BoJ contribue notamment à la faiblesse du yen, malgré les ré-

centes interventions du gouvernement japonais pour le soutenir. Après être remonté la veille, le billet vert était stable à 157,33 yens vers 00h50 GMT, contre 157,37 yens jeudi 18 juillet à 21h00 GMT. L'euro reflétait à 170,38 yens contre 171,48 yens la veille, et valait 1,0895 USD contre 1,0897 USD jeudi 18 juillet. Les cours du pétrole étaient dans le rouge : vers 00h40 GMT, le baril de WTI américain perdait 0,87% à 82,10 USD et celui de Brent de la mer du Nord lâchait 0,58% à 84,62 USD.

ANGLETERRE

Londres veut renforcer l'attractivité de sa place financière

Le régulateur britannique du secteur financier annonce une simplification des règles de cotation destinée à séduire davantage d'entreprises. La City, puissante place financière britannique, cherche à défendre son attractivité, surtout depuis le Brexit, face à la concurrence de ses rivales européennes. La City, puissante place financière britannique, cherche à défendre son attractivité, surtout depuis le Brexit, face à la concurrence de ses rivales européennes.

Pour doper l'attractivité de la place financière britannique, en berne ces dernières années, notamment depuis le Brexit, le régulateur britannique du secteur, la FCA, a annoncé jeudi une simplification des règles de cotation destinée à séduire davantage d'entreprises. Ce sont les «changements les plus importants apportés au régime de cotation depuis plus de trois décennies», visant à inciter «un plus large éventail d'entreprises à émettre leurs actions» sur les marchés britanniques »

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Juillet 2024
Valeur : 22 Juillet 2024

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2212	134.2362
1	EUR	EURO		146.6903	146.7604
1	GBP	POUND STERLING		174.4719	174.5367
100	JPY	JAPANESE YEN		85.9621	85.9772
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4957	18.4985
1	CHF	SWISS FRANC		151.8339	151.9196
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1364	98.1761
1	DKK	DANISH KRONE		19.6673	19.6723
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6912	12.6951
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4891	12.4924
1	AED	UAE DIRHAM		36.5367	36.5507
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7837	35.7896
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.3493	439.5422
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1429	43.5765
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6688	13.6704
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4201	27.5605
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5340	3.5344
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.4000	178.4000

Les Bourses mondiales reculent

Les marchés boursiers mondiaux reculent vendredi dans la droite ligne de la tendance de la semaine, au cours d'une séance perturbée par une panne informatique mondiale qui a touché notamment des entreprises du secteur aérien et des opérateurs boursiers. Les indices des Bourses de Londres et Milan ont connu des perturbations à l'ouverture des marchés vendredi matin et de nouveau une grande partie de l'après midi avant de coter de nouveau en fin de séance. Le FTSE 100 londonien a terminé en baisse de 0,60% et le FTSE MIB milanais de 0,91%. Les prix du pétrole reculaient vers 15H35 GMT. Le baril de Brent perdait 1,28% à 84,02 dollars et celui de WTI cédaient 1,50% à 81,58 dollars. Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt des Etats européens et américains progressaient. Du côté des devises, l'euro cédaient 0,10% à 1,0886 dollar pour un euro. L'once d'or cédaient 1,67% à 2.404,32 dollars, s'éloignant de son record de mercredi à 2.483,73 dollars. Le bitcoin prenait 2,98% à 65.720 dollars.

WALL ST PROLONGE SA CHUTE APRÈS UNE PANNE TECHNIQUE MONDIALE

Le S&P 500 et le Nasdaq se dirigent vers des pertes hebdomadaires

Les actions américaines ont poursuivi leur chute vendredi pour la troisième journée consécutive, le chaos persistant lié à une panne technique mondiale causée par un problème de logiciel ajoutant de l'incertitude à un marché déjà anxieux. La panne technique mondiale de grande ampleur a perturbé les opérations dans de nombreux secteurs, notamment les compagnies aériennes, les banques et les soins de santé, après que le logiciel de l'entreprise de cybersécurité Crowd-

strike a provoqué une panne du système d'exploitation Windows de Microsoft. Bien que la faille ait été identifiée et que des correctifs aient été déployés, des problèmes techniques continuent d'affecter certains services. Les actions de CrowdStrike ont chuté de 12,1 %, tandis que les sociétés de cybersécurité concurrentes Palo Alto Networks et Sentinel One ont augmenté de 1,6 % et 8,5 %, respectivement. Les trois principaux indices boursiers américains étaient en baisse, la moyenne

industrielle Dow Jones étant la plus touchée. Sur une base hebdomadaire, le Nasdaq et le S&P 500 étaient en passe de connaître leur pire semaine depuis avril, tandis que le Dow Jones, qui avait atteint une série de records historiques en début de semaine, semblait prêt à enregistrer un gain de vendredi à vendredi. Le Nasdaq, à forte composante technologique, semblait en passe de mettre fin à sa série de six semaines de hausse. "Si vous essayez de voler aujourd'hui, ce

n'était pas une journée amusante, mais globalement pour les marchés, cela ne semble pas être un gros problème", a déclaré Ryan Detrick, stratège en chef du marché chez Carson Group à Omaha, dans le Nebraska. "Après un rallye historique depuis le mois de mai, cette faiblesse semble être simplement le signe que le marché reprend son souffle. "Vous devez être impressionné par la façon dont les participants au marché ont pris en compte les énormes panes d'aujourd'hui", a ajouté M. Detrick.

ALERTES À LA FRAUDE

8,5 millions d’ordinateurs affectés par la faille Crowdstrike

Alors que Microsoft estime que 8,5 millions d'ordinateurs ont été impactés par la mise à jour corrompue de Crowdstrike, des agences nationales de cybersécurité mettent en garde contre les risques de fraude.

Microsoft a estimé qu'environ 8,5 millions d'ordinateurs dans le monde avaient été touchés par la récente panne informatique mondiale. C'est la première fois que l'entreprise chiffre l'ampleur de la panne et laisse entendre qu'il pourrait s'agir du pire cyber-événement de l'histoire. Sur le blog officiel de Microsoft, l'entreprise a déclaré que, bien que le bug ait affecté moins d'un pour cent de tous les ordinateurs fonctionnant sous Windows, "les vastes impacts économiques et sociétaux reflètent l'utilisation de Crowdstrike par des entreprises qui gèrent de nombreux services critiques". Le problème a été causé par une mise à jour défectueuse publiée par la société de sécurité Crowdstrike, qui a fait "planter" les ordina-

teurs fonctionnant sous Windows. Dans de nombreux aéroports, des vols ont dû être annulés, certaines entreprises n'ont pas pu accepter les paiements par carte et des hôpitaux et cliniques ont dû reporter leurs activités. George Kurtz, PDG de Crowdstrike, s'est excusé pour le chaos et a déclaré vendredi en fin de journée que la société avait publié un correctif et que les ordinateurs revenaient lentement à la normale, mais il a averti qu'il faudrait "un certain temps" avant que tous les systèmes ne fonctionnent normalement. "Je n'ai pas été très surpris qu'un accident ait provoqué une grave perturbation numérique à l'échelle mondiale. Je pense que j'ai été un peu surpris que la cause en soit une mise à jour logicielle d'une société de cybersécurité

très respectée", a déclaré Ciaran Martin, l'ancien directeur du Centre national de cybersécurité du Royaume-Uni. "Nous parlons depuis longtemps dans le secteur de la fragilité inhérente aux éléments fondamentaux de l'internet, ces petits bouts d'activité et d'infrastructure qui sous-tendent l'ensemble et qui, s'ils tombent en panne, peuvent avoir de très graves conséquences au niveau mondial." De son côté, l'ancien responsable de la cybernétique au sein de l'organisation britannique de renseignement et de sécurité GCHQ a souligné que cette panne mettait en évidence l'ampleur de la dépendance de la plupart des gens à l'égard de leurs systèmes informatiques et l'impact dévastateur que des perturbations de ce type

PERSPECTIVE POSITIVE

Moody’s relève la note de la Turquie à B1

L'agence de notation Moody's a relevé vendredi de deux crans la note de la Turquie, qui passe de B3 à B1, l'assortissant d'une perspective positive, signalant ainsi qu'elle envisage une possible nouvelle hausse dans les prochains mois. La principale raison de cette hausse, détaille l'agence, "réside dans l'amélioration de la gouvernance, et plus particulièrement dans le retour décisif et de plus en plus bien établi à une politique monétaire orthodoxe".

Par conséquent, "l'inflation et la demande intérieure ont commencé à se modérer, ce qui nous donne une plus grande confiance dans le fait que les pressions inflationnistes s'atténueront considérablement au cours des prochains mois et jusqu'en 2025", précise Moody's. L'inflation a commencé à ralentir, mais reste extrêmement élevée en Turquie. En juin, elle est tombée à 71,6% sur un an, contre 75,45% en mai, selon les chiffres officiels.

Moody's salue également le fait que "la Banque centrale de Turquie renforce rapidement la crédibilité de la politique monétaire, ce qui contribue à restaurer la confiance dans la livre turque" ainsi que "la politique de rigueur (qui) réduit déjà considérablement la vulnérabilité extérieure élevée de la Turquie". Fin juin, la banque centrale turque avait maintenu son taux directeur inchangé à 50% pour le troisième mois consécutif.

FRANCE

Une large majorité de TPE défavorable à la semaine de quatre jours

Près des trois quarts des patrons de très petites entreprises se montrent réticents face à cette nouvelle organisation du travail, souvent peu compatible avec leur activité, selon le dernier baromètre Fiducial publié ce jeudi. Pour certaines entreprises, la semaine de quatre jours est un levier d'attractivité. Le principe est de conserver la même charge de travail mais effectuée en quatre jours au lieu de cinq pour un salaire identique. Pourtant, une grande majorité (72 %) des pa-

trons de très petites entreprises (TPE) y est défavorable, indique le baromètre Fiducial réalisé par l'Ifop et publié ce jeudi. « Je n'y vois pas un refus. Il y a certaines TPE qui l'ont mise en place, mais c'est moins simple que pour les grandes entreprises qui peuvent faire des roulements entre leurs salariés », réagit Pierre Burban, secrétaire général de l'Union des entreprises de proximité (U2P), l'organisation patronale des TPE (moins de 10 salariés).

Pour le Cetu

Pour expliquer leurs réticences, 41 % des dirigeants d'entreprise mentionnent la possibilité que leurs clients n'adoptent pas le même rythme de travail. Un gros tiers des patrons (37 %) mentionnent aussi des difficultés à couvrir des heures de service, en particulier ceux du secteur de l'hôtellerie qui représentent plus de la moitié d'entre eux (54 %).

FINANCES PUBLIQUES/FRANCE

la Cour des comptes alerte sur la situation «très inquiétante»

Alors que le pays peine à sortir de l'impasse politique, la Cour des comptes dresse, lundi 15 juillet, un tableau peu flatteur des finances publiques, pour le gouvernement sortant. Celui-ci s'était pourtant fixé comme objectif de revenir sous la barre des 3 % de déficit en 2027, et appelle le prochain gouvernement « quel qu'il soit » à réduire la dette. « L'année 2023 a été une très mauvaise année en matière de finances publiques. (...) Alors que la situation économique s'est normalisée et que l'inflation s'est résorbée, la France se trouve aujourd'hui dans une situation préoccupante. » Dès les premières lignes, le rapport de la Cour des comptes

prend des allures de réquisitoires. La France s'est pourtant engagée à plusieurs reprises à revenir sous la barre des 3 % de déficit d'ici à 2027, mais la Cour dénonce une trajectoire « peu ambitieuse » et qui soulève « une question de crédibilité ». Autrement dit : les magistrats financiers ne sont pas convaincus. En cause, les prévisions de croissance « trop optimistes » du gouvernement de Gabriel Attal mais aussi des économies supérieures à ce qui a été annoncé jusqu'ici et des recettes fiscales mystérieuses. « Nous avons une dette publique de 3 100 milliards d'euros, elle sera probablement de 3 600 milliards d'euros en 2027, nous payons

déjà chaque année 52 milliards pour la rembourser, nous paierons 80 milliards en 2027 », s'est alarmé Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes lundi matin sur France Inter. « Ce rapport ne fait que confirmer ce que je dis avec insistance depuis 2022 et ce que je fais depuis fin 2023 », s'est défendu, lundi 15 juillet, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances depuis sept ans. Le patron de Bercy rappelle qu'il a engagé 25 milliards d'euros d'économies « contre toutes les oppositions » et « dans une grande solitude », laissant entendre qu'il n'a peut-être pas reçu le soutien du camp présidentiel qu'il espérait.

AUSTRALIE

Alstom et un partenaire empochent un contrat à 1 milliard d’euros

L'industriel français a été choisi pour déployer un nouveau système de contrôle automatique des trains dans la région de Perth. L'Australie réussit à Alstom (et aux acteurs français du transport d'ailleurs). Après avoir remporté en 2022 un contrat à 700 millions d'euros pour fabriquer des tramways pour la ville de Melbourne, l'entreprise française annonce une commande à 1 milliard d'euros à Perth, en Australie-Occidentale. L'industriel a été sélectionné avec son partenaire DT Infrastructure pour déployer un nouveau système de contrôle automatique des trains baptisé Urbalis CBTC. Précisions qu'Alstom détient environ les deux tiers du consortium choisi. Plus grand projet de signalisation au monde Ce contrat prévoit la conception, la fourniture, la construction, l'installation, les essais, la mise en service et la maintenance d'une technologie de signalisation de grande capacité pour le réseau ferroviaire suburbain de Perth. Il s'agit du "plus grand projet de signalisation au monde en termes de longueur de ligne", se félicite Alstom. "Il est clair que le gouvernement d'Australie-Occidentale veut ce qu'il y a de mieux pour les habitants de Perth. C'est un privilège pour nous de fournir ce service à l'Australie-Occidentale, en nous appuyant sur notre expertise mondiale et notre savoir-faire local, et de poursuivre notre longue histoire de partenariat avec l'État", commente Pascal Dupond, Directeur général d'Alstom Australie et Nouvelle-Zélande.

POUR TOUS LES BUDGETS

Cinq cabriolets tous d'enfer !

Si les cabriolets populaires ont disparu, la tradition de la conduite à l'air libre reste présente en haut de gamme et chez un résistant japonais. Petite revue des troupes loin d'être exhaustive.

Comme un incontournable de la période estivale, "LA.M." vous refait en 2024 sa petite sélection de cabriolets. Mais plutôt qu'un inventaire à la Prévert, nous n'avons retenu ici que cinq voitures, volontairement très différentes les unes des autres. D'une "sage" mais craquante Fiat 500 à l'envoûtant mais radical 718 Spyder RS de Porsche, chacun doit trouver chaussure à son pied... avant de souder le banquier !

1. La Mazda MX-5, à partir de 33 000 €, de 132 à 184 ch

Trois secondes pour décapoter ou un petit peu plus pour décapsuler le toit targa de la déclinaison RF, deux places, des roues arrière motrices et des moteurs atmosphériques avec une boîte mécanique précise et rapide : voilà qui reste une belle recette de bonheur automobile ! Et tous les fans de la Mazda MX-5 vous le confirmeront. Depuis l'apparition de ce roadster en 1989, Mazda n'a fait qu'évoluer par petites touches celui que beaucoup considèrent à juste titre comme le roi du genre. Si tarifs et équipements ont embourgeoisé le concept, le plaisir de conduire à l'air libre sur les petites routes de France et d'ailleurs cette adorable japonaise est toujours aussi grand.

2. Le Mercedes CLE, à partir de 74 650 €, de 197 à 381 ch

Le genre cabriolet est aussi vieux que Mercedes, puisque sa première voiture n'avait pas de toit. Et entre roadster (avec le SL) et vraies quatre-places comme ce CLE, le constructeur allemand laisse le choix. Tout comme BMW, d'ailleurs (Z4, Série 4 et 8), alors qu'Audi a abandonné récemment le créneau. Dérivé du coupé et préférant une toile s'effaçant en 20 secondes – et jusqu'à 60 km/h ! – à un toit rigide escamotable, le CLE permet de voir la vie en (ciel) bleu. Et en très grand : avec 4,85 m de long, les deux places arrière accueillent avec décence deux adultes. Mais, dans cet univers luxueux, la planche de bord reprise de la Classe C – avec un écran tactile inclinable pour être lisible en plein soleil – fait tiquer par certains matériaux. Bardé de technologies et disponible en essence ou diesel associé à la micro-hybridation, le CLE cabriolet est une pure propulsion pour les motorisations de base (200 et 220d) ou une quatre roues motrices pour les plus musclées avec, en haut de la liste, un six-cylindres en ligne. Facile à mener et assez confortable, la découvrable à l'étoile n'a en revanche rien d'une ballerine, la faute à un poids mini-

mum annoncé à 1 925 kg.

3. Le Porsche 718 Spyder RS, à partir de 162 500 €, 500 ch

Quitte à profiter une dernière fois du Boxster avec un moteur thermique, autant jouer la carte à fond. Dans son ultime déclinaison avant de passer à l'électrique, le roadster allemand n'hésite pas à reprendre le fantastique six-cylindres à plat 4.0 atmosphérique des 911 GT3. Capable de prendre 9 000 tr/min et de déclencher un enfer de décibels, cette orfèvrerie mécanique crachant 500 ch est associée à une boîte à double embrayage et un châssis optimisé au service de la pure performance. Radical ? Assurément. Mais si vous aimez les sensations brutes de décrochage, vous ne serez pas déçus.

4. La Fiat 500e Cabrio, à partir de 33 800 €, 95 à 118 ch

Pas la peine de nous envoyer un courrier pour nous expliquer la nuance. Oui, vous avez raison, la Fiat 500 ne répond pas à la définition exacte d'un cabriolet. Sa capote en toile qui peut s'escamoter en roulant permet certes de prendre le frais à la moindre éclaircie, mais les montants latéraux restant fixes, on a davantage l'impression d'être dans une voiture dotée d'un très grand toit ouvrant. Ceci dit, la petite italienne s'avère réjouissante car elle est, en attendant le retour de la Mini, la seule proposition du marché à proposer quatre places dans si un petit format (3,63 m). Elle est aussi l'une des rares électriques découvrable, même si pour les réfractaires, l'ancienne 500 cabrio thermique est encore disponible au catalogue et que la version moderne se mettra à l'hybride l'an prochain.

5. Le Lexus LC Cabriolet, à partir de 143 700 €, 464 ch

Collector, ce Lexus LC ? Il pourrait le devenir et c'est aussi pour cela qu'on l'adore ! Avec son profil de concept car, le cabriolet nippon aime les regards sur 4,77 m de long. Un gabarit généreux qui n'en fait pas un as de l'accueil, avec des places arrière étant davantage taillées pour les bagages du couple installé aux premières loges que pour des passagers... ou à la rigueur en bas âge. Mais, des plus raffinés, il répond aux critères du Grand Tourisme, avec un compromis confort/tenue de route convaincant. Ainsi, sans velléités sportives du fait d'un poids élevé, ce cher LC (et on vous épargne le malus) offre un plaisir devenu rare, puisqu'il n'est associé qu'à un V8 atmosphérique de 5 litres !



NOUVELLE FUITE MASSIVE DE DONNÉES

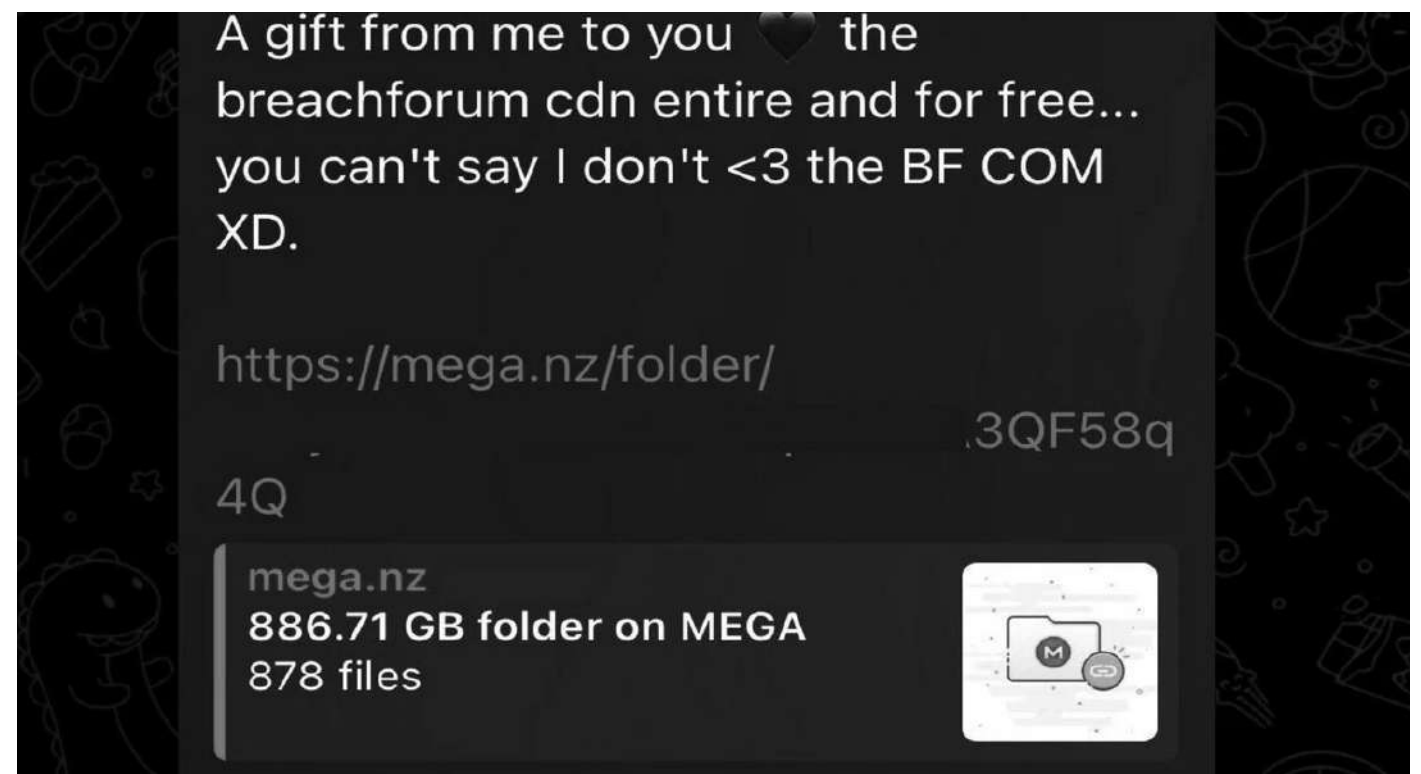
La Poste Mobile, Adobe, Deezer et Adecco touchés, des informations sensibles dans la nature

Une personne a partagé une gigantesque base de données contenant des informations sensibles, bancaires notamment, de La Poste Mobile, Adecco, Adobe, Badoo ou encore Deezer. Cette nouvelle fuite massive inquiète.

C'est une vraie série noire. À peine quelques heures après la panne mondiale causée par la mise à jour défectueuse d'un outil Crowdstrike et touchant de nombreux appareils sous Windows, un individu a partagé, sur Telegram, une base de données issue de BreachForums. Le fichier, hébergé sur Mega, contient pas loin d'un téraoctet d'informations, dont de nombreuses concernent des utilisateurs français. Les bases de données d'Adecco, Adobe, Badoo, La Poste Mobile, Catho, Europe-Jobs, Sevice Postal, Deezer et Overblog, entre autres, figurent dans la liste.

Des millions d'informations à la disposition de tous, parmi lesquelles des données bancaires

Cette fuite XXL de données, une de plus, a été diffusée sur un canal public du dark social, Telegram, par une source qui a souhaité garder l'anonymat. Jérôme Thémée, fondateur de l'ESD Cybersecurity Academy, a été le premier à repérer la base de données. « Les auteurs de cette fuite n'ont pas révélé leur identité ni les raisons derrière cet acte », confirme-t-il à Clubic. Parmi les informations contenues dans ce fichier, on retrouve des numéros de carte bleue, entre autres millions de données personnelles, certaines, donc, sensibles, ce qui représente une menace pour de nombreux utilisateurs et entreprises. Les auteurs de la fuite ont d'ailleurs bien insisté sur le fait qu'ils ont mis à disposition les bases de données, pour la bonne et simple raison qu'ils



n'avaient pas réussi à les vendre. L'expert nous explique que la communauté cyber s'interroge sur les moyens utilisés pour réaliser cette fuite. « Est-ce le résultat d'une faille directe dans le forum BreachForums, ou l'oeuvre d'une personne interne qui a décidé de dévoiler toutes les bases de données ? » Des questions qui restent, pour l'heure, sans réponse.

Une banalisation des fuites de données à disposition du grand public

Au vu des acteurs touchés, la prudence est de mise. Jérôme Thémée nous dit, ce

samedi, que « ce qui est crucial pour l'utilisateur lambda d'Internet, c'est que ces bases de données sont maintenant accessibles à un public beaucoup plus large ». Car oui, en mettant à disposition de telles bases de données sur un canal Telegram, tout le monde peut, en théorie, y avoir accès. Encore faut-il avoir le nom exact du groupe au sein duquel elles sont publiées, on vous l'accorde.

« Il est plus urgent que jamais de renforcer les mesures de sécurité obligatoires, pour se protéger sur Internet », poursuit le patron de l'ESD Cybersecurity Academy. « Nous insistons sur l'importance

de changer régulièrement les mots de passe, d'utiliser des gestionnaires de mots de passe sécurisés (coffres-forts), et d'activer l'authentification à deux facteurs », complète-t-il à juste titre. Pour aller plus loin, une telle fuite, dévoilée aux yeux de tous, pourrait à terme avoir un impact pour des structures comme IntelX et Have I Been Pwned. « Leur modèle d'affaires repose sur la vérification de la présence de données utilisateurs ou d'entreprises dans ces bases de données », nous rappelle Jérôme, pour qui l'accès public à ces données, leur rôle et leur pertinence « pourraient être remis en question ».

■ Brèves

Oracle règle 115 M\$ pour solder un procès pour collecte et vente de données personnelles

Big red a accepté de payer 115 M\$ pour mettre un terme à un procès dans lequel il était accusé depuis 2022 de porter atteinte à la vie privée en collectant les informations personnelles de personnes et en les vendant à des tiers via son service ID Graph. Un règlement préliminaire de cette action de groupe a été déposé

jeudi soir devant le tribunal fédéral de San Francisco.

Christie's prépare la vente d'un Apple-1

Un micro-ordinateur Apple-1 de première génération provenant du bureau de Steve Jobs sera mis en vente chez Christie's fin août à New York. Le terminal avait été remis au bureau de Steve Jobs après son départ d'Apple en 1985. Il fait partie de la collection de Paul Allen, cofondateur de Microsoft, décédé en

octobre 2018. Conçu par Steve Jobs, Ronald Wayne et Steve Wozniak et fabriqué en série dans le garage de la famille Jobs, l'Apple-1 fut le premier produit d'Apple mis en vente en avril 1976. Il était vendu 666,66 \$HT à sortie, il pourrait atteindre 500 000 à 800 000 \$ selon l'estimation de l'expert de Christie's.

Claude arrive sur Android

L'assistant GenAI d'Anthropic était jusqu'à maintenant uniquement disponible en tant qu'app pour les utilisateurs d'iOS. Désormais plus de

jaloux puisque Anthropic a lancé une version pour Android. Embarquant le LLM Claude 3.5 Sonnet, cette application dispose de plusieurs fonctions comme prendre de nouvelles photos ou télécharger des fichiers pour de l'analyse d'image en temps réel, de la traduction linguistique à la volée ou encore de l'analyse de contrats, la réalisation d'études de marché... A noter que cette app, gratuite, supporte le multiplateformes, c'est à dire qu'un utilisateur enregistré pourra continuer ses conversations débutées ailleurs (web, iOS).

Mots fléchés

Plan topographique	Cannelures	Trompé	Enzyme	Il peut être carré	Cocoter	Emprunt
Garanties financières						Dédaigné
				Bouteille	Usagé	
Harassé	Enveloppes de tissu	Pluie de glace	Milieu naturel			
			Arme blanche	Religieux retirés	Fleuve côtier français	Éructation
Salé et fumé			Sité classé par l'UNESCO en Jordanie		Antécédent	Béryllium
Allongé			Vagabondage			
						Pièces de vaisselle
Vraiment						Acide ribonucléique
Office religieux						Vigueur
			Écrivain français (André)	Gemmandrées	A l'intérieur du lieu	
Souffreteuses	Affolée	Règle	Présage	Après ci	Rôdés	
				Serré		
						Jésus le Nazaréen, roi des Judéens
Lieu de pèlerinage					Ustensile de cuisine	Partouses
						Fer
Perçants					Partisan	Nabab
					Petit tour	Fête chrétienne
Territoire arabe		Griseries	Ville belge	Colores	Cours d'eau en montagne	
					Désert	
					Boisson gazeuse	Patriarche biblique
Lamoutes					Énumérations	
Métal					Regardé	
			Souillée			Pronom personnel
						Singe
Système de freinage	Vaste				Qualité d'huile	Boutons d'ados
	Mélange de terre et plus eau				Bloqua	
			Un revenu de solidarité		Possessif	Vieux transport en commun
			Plante fourragère			
Risques				Terre divine	Étendue d'eau	Avant git
Siffler					Pour remplacer	Dedans
			Gardien de but			
						Ville du Pas-de-Calais
Arbre mécanique					Attirée	

Le président du Parlement russe en visite en Algérie

Le président de la Douma (parlement de la Fédération de Russie), Volodine Viatcheslav Viktorovitch, effectuera, à partir de ce lundi, une visite officielle en Algérie. Cette visite constitue une nouvelle pierre angulaire dans l'édifice des relations entre les deux pays, qui aspirent à renforcer leurs relations bilatérales, notamment au niveau parlementaire. Au cours de cette visite, les présidents des deux chambres du Parlement algérienne et l'hôte d'Alger s'entretiendront sur des questions liées à la coopération et à l'activité parlementaire.



PRÉSIDENTIELLE ALGÉRIENNE
Un grand champion apporte son soutien au président Tebboune

L'athlète olympique de haut niveau le Vice champion du monde athlétisme et champion d'Afrique Azzeddine Brahmi qui fait partie du trio d'or de l'athlétisme algérien avec Hassiba Boulmerka et Noureddine Motsli, est la première personnalité du Monde du sport qui annonce et déclare ouvertement et officiellement son soutien actif au président Abdelmadjid Tebboune pour un second mandat. « Je lance un appel à voter massivement d'abord, et à voter pour le candidat Abdelmadjid Teboune qui ne cesse de faire entendre la voix de l'Algérie profonde résistante et debout. Cette détermination du Président Abdelmadjid Teboune avec l'appui populaire scellera l'entrée de l'Algérie de plain-pied dans une nouvelle ère teintée d'espoir, de victoire et de développement durable profitable à tous ».

AVIATION CIVILE
Le nombre d'avions doublera en 2043

La planète devrait être sillonnée en 2043 par un peu plus de 50.000 avions commerciaux, soit quasiment le double de la flotte actuelle, selon les prévisions publiées vendredi par le constructeur aéronautique américain Boeing. « La flotte mondiale va doubler, avec près de la moitié des livraisons (de nouveaux avions) pour des remplacements » d'appareils d'anciennes générations, précise l'avionneur, avant l'ouverture lundi du salon aéronautique de Farnborough (Royaume-Uni). Sur les quelque 26.750 avions commerciaux actuellement en service (passagers et fret), seulement 6.195 devraient encore voler dans vingt ans. « L'équilibre entre remplacement et croissance (du marché) est très proche, quasiment 50-50 », avec respectivement 20.600 et 23.400 avions, a noté Darren Hulst, vice-président chargé du marketing de la branche aviation commerciale de Boeing, lors d'une audioconférence avec des journalistes. En résumé, près de 44.000 nouveaux avions vont devoir sortir des chaînes d'assemblage d'ici 2043 pour répondre à la demande, dont plus de 33.000 monocouloirs et 8.000 bicouloirs. Mais, du fait de problèmes de production, de contrôle qualité et d'approvisionnement, les deux grands constructeurs mondiaux – Boeing et son concurrent européen Airbus – affichent des retards de livraison et leurs carnets de commande sont pleins jusqu'à la fin de la décennie.

PRÉSIDENTIELLE
«Une étape concluante dans le processus démocratique en Algérie»

Le compte à rebours pour la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain a commencé avec l'annonce de l'ANIE, vendredi dernier, du début d'examen des dossiers de candidature. Cette présidentielle marque, selon le politologue Makhoulouf Sahel, une étape où notre pays a acquis une expérience démocratique émanant d'un long processus électoral qui confirme que l'Algérie a définitivement adopté l'élection comme seul moyen pour accéder et exercer le pouvoir, contrairement à certains pays du continent qui ne sont pas « sortis de l'auberge anticonstitutionnelle » depuis l'émergence de l'Union africaine. Cette élection, explique le convive de l'émission « L'Invité de la rédaction », de la Chaîne 3, de la Radio algérienne, est d'une importance capitale par rapport

aux enjeux internationaux très importants. D'abord sur le plan institutionnel, dit-il, car il s'agit de l'élection du Premier magistrat du pays, un post tant convoité, dans une conjoncture internationale instable. Sur un autre plan, poursuit l'orateur, « l'importance se situe au fait que les élections interviennent dans un contexte de stabilité multidimensionnelle interne constatée durant ces quatre dernières années, tant politiquement que sur le plan sécuritaire et économique ». Selon l'intervenant, le développement de l'économie nationale a connu une certaine dynamique et un certain niveau de croissance conforté par le dernier rapport de la Banque Mondiale. Et d'indiquer, entre autres réalisations, l'avènement d'une nouvelle approche

politique dans le pays, consacrée par la révision constitutionnelle de 2020, notamment en ce qui concerne le renforcement de la démocratie participative qui a occasionné un réaménagement de l'architecture institutionnelle avec la mise en place de plusieurs institutions, comme l'Observatoire national de la société civile (ONSC), le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), l'Office central de la répression de la corruption (OCRC) et la Cour constitutionnelle. M. Sahel n'a pas manqué de rappeler d'autres acquis réalisés sur le plan sociopolitique, à l'image de « l'allocation chômage » au profit d'un pan de jeunes diplômés en quête d'emploi, ainsi que la dynamique diplomatique marquée par un retour remarquable et salué de la diplomatie algérienne à l'échelle mondiale.

TUNISIE/PRÉSIDENTIELLE
84 candidats potentiels retirent des formulaires de parrainage

Au total, 84 candidats potentiels à la présidentielle du 6 octobre prochain en Tunisie ont déjà retiré des formulaires de parrainage, d'après une liste dévoilée par l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). Outre des personnalités pu-

bliques et politiques ainsi que des figures médiatiques et artistiques, la liste comporte le président de la République, en fonction, Kaïs Saïed, qui a récemment annoncé sa candidature pour un second mandat. D'après l'ISIE, les candidats à l'élection présidentielle doivent

obtenir les soutiens de dix députés de l'Assemblée des représentants du peuple ou du Conseil national des régions et des districts, les deux chambres du Parlement, ou de 40 présidents de collectivités locales, ou encore de 10.000 électeurs inscrits sur les listes électorales, répartis

dans au moins dix circonscriptions électorales comptant chacune 500 électeurs au minimum. Le calendrier électoral stipule que la période de dépôt des candidatures démarre le 29 juillet pour se poursuivre jusqu'au 6 août.

LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES
L'ONU appelle à ne laisser «aucun enfant de côté»

Les enfants représentent une part importante des victimes de la traite dans le monde, les filles étant touchées de manière disproportionnée, indique l'ONU dans un nouveau Rapport, appelant à une "action urgente et globale" pour s'attaquer à cette situation. Selon le rapport mondial sur la traite des personnes de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), les enfants sont deux fois plus susceptibles que les adultes d'être victimes de violences au cours de la traite. Confrontés à des crises qui se superposent, telles que les conflits armés, les pandémies, les difficultés économiques et les défis environnementaux, les enfants sont de plus en plus vulnérables. A cet effet, la campagne internationale organisée cette année à l'occasion de la Journée mondiale contre la traite des êtres humains, célébrée le 30 juillet, appelle à accélérer les actions visant à mettre un terme à la traite des enfants.

Pour l'ONUDC, les enfants sont soumis à diverses formes de traite, notamment l'exploitation par le travail forcé, la criminalité ou la mendicité, la traite à des fins d'adoption illégale, l'enrôlement dans les forces armées, ainsi que la violence et l'exploitation en ligne, et aussi, l'exploitation sexuelle. En outre, la prolifération des plateformes en ligne pose des risques supplémentaires car les enfants se connectent souvent à ces sites sans garanties adéquates. Les trafiquants exploitent les plateformes en ligne, les réseaux sociaux et le "dark web" pour recruter et exploiter les enfants, en utilisant la technologie pour échapper à la détection, atteindre un public plus large et diffuser des contenus abusifs. L'identification et la protection des enfants victimes restent difficiles en raison du faible nombre de signalements, du manque de sensibilisation et de l'insuffisance des ressources allouées aux services d'aide aux victimes, dé-

plore l'ONU. Une action urgente et globale est essentielle pour s'attaquer à cette situation désastreuse, protéger les groupes vulnérables de l'exploitation et soutenir les enfants victimes de la traite, estime l'ONU. "Pour lutter efficacement contre ce fléau, des efforts concertés sont nécessaires aux niveaux national et international", insistent les Nations-Unies, appelant à donner la priorité à la protection des enfants, renforcer la législation, améliorer l'application de la loi et allouer davantage de ressources à la lutte contre la traite des enfants, et à cibler les causes profondes, telles que la pauvreté et l'inégalité, afin de réduire la vulnérabilité des enfants. La traite des personnes constitue un crime majeur et une grave violation des droits de l'homme. Chaque année, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants tombent entre les mains de trafiquants, dans leur propre pays et à l'étranger.